

# UNE VICTOIRE DES PEUPLES AFRICAINS



Nations unies

M. MARCELINO DOS SANTOS.  
*Négociateur avec le Frelimo.*

## *Déclaration exclusive de Marcelino Dos Santos vice-président du Frelimo*

LE Conseil de Sécurité a reconnu qu'il était temps d'amener le Portugal à négocier. Cela signifie que les puissances occidentales, en particulier les alliés du Portugal, ont — après de longues années de guerre, après de longues années d'efforts — à l'issue de plusieurs journées de travail intense dans l'enceinte des Nations unies, finalement compris qu'il fallait presser le Portugal de respecter la Charte de l'O.N.U. et prendre en considération la résolution 1514 du 14 décembre 1960 sur l'octroi de l'indépendance aux peuples des colonies.

Si les Occidentaux ont pris une telle position, soulignons-le, c'est grâce aux victoires obtenues par nos peuples tout au long de ces dures années de lutte.

Nous avons, au cours des travaux du Conseil de Sécurité, fait état des progrès accomplis dans notre lutte de libération nationale. Nous avons, en particulier, informé le Conseil de Sécurité et le monde entier sur la portée du déclenchement de la lutte armée dans la province de Manica e Sofala. Nous avons fait part aux Etats membres de l'O.N.U. de l'offensive menée par nos forces le 9 novembre dernier contre la ville de Tete, au cours de laquelle le quartier général des forces armées portugaises de la région et l'aéroport ont été attaqués, dix-sept avions portugais ayant été détruits au sol.

Ce sont ces derniers faits qui montrent le haut niveau général atteint par la lutte armée dans notre pays. C'est cette dimension de la lutte qui a finalement amené les alliés du Portugal à se joindre aujourd'hui à nous et à l'Afrique pour déclarer que, dans l'intérêt du peuple du Portugal et dans celui des peuples de l'Angola, de la Guinée-Bissao, du Cap-Vert et du Mozambique, dans l'intérêt de la paix, de la sécurité de l'Afrique et du monde, il valait mieux que le Portugal négocie.

En invitant le Portugal à négocier avec les parties intéressées, au Mozambique, en Angola et en Guinée-Bissao, le Conseil de Sécurité affirme, en ce qui nous concerne, nous Mozambicains, que le gouvernement portugais doit négocier avec le Frelimo sur la base du droit du peuple mozambicain à l'autodétermination et à l'indépendance nationale.

M. S.